

Promouvoir l'économie digitale

05.03.2013

D'un coup d'oeil

Que peuvent faire les entreprises connectées au monde numérique pour accroître leur efficacité et leur compétitivité ? Cette question figurait au cœur du Swiss eEconomy Forum, aujourd'hui à Berne. Le Président de la direction d'économiesuisse, Pascal Gentinetta, a souligné l'importance des TIC pour l'économie suisse et précisé ce qu'il convenait d'entreprendre au niveau politique pour accélérer sa numérisation.

Le secteur des TIC contribue avec dynamisme aux performances économiques de la Suisse. Avec une valeur ajoutée d'au moins 28 milliards de francs, il représente aujourd'hui près de 5% du produit intérieur brut du pays. Ainsi, il se situe dans le top-5 des branches, juste derrière l'industrie du bâtiment, mais devant le secteur chimique. En outre, les TIC sont un important créateur d'emplois, avec près de 176'000 personnes employées. Ce nombre a connu au cours des vingt dernières années une progression supérieure à celle de l'emploi global. Mais ces données statistiques ne rendent pas pour autant justice à la fonction transversale des TIC. A commencer par leur immense contribution indirecte à la productivité et à l'emploi de l'ensemble de l'économie. C'est notamment le cas dans le secteur de la finance, où une fourniture de services performante n'est plus concevable sans les TIC.

Consciente de l'importance des TIC, economiesuisse a élaboré un Agenda numérique en collaboration avec ICTSwitzerland. Son but : faire de la Suisse un « smart Switzerland », et la positionner à la pointe des économies numérisées à l'échelle mondiale. La Suisse sera « smart » lorsqu'elle réussira à valoriser les potentiels des TIC, améliorant ainsi encore davantage l'attrait et la compétitivité de l'économie et de la société. L'Agenda numérique identifie les multiples domaines nécessitant une action urgente et les porte à la connaissance du monde politique et de l'administration. Un potentiel d'amélioration se présente dans pratiquement tous les secteurs : démantèlement des freins aux investissements, allègement des fastidieuses procédures d'autorisation dans les infrastructures, accroissement de l'efficacité et de la qualité dans les domaines

« eGouvernement » et « eHealth », mise en œuvre d'une gestion efficace des transports, amélioration de l'efficacité énergétique à l'aide des « réseaux intelligents ».

Renforcer la formation professionnelle

La pénurie de main d'œuvre reste un problème lancinant. En forte croissance, la branche des TIC a un besoin urgent de personnel qualifié. Il pourrait manquer 25'000 spécialistes d'ici à 2020. Il convient d'agir en différents endroits : les branches MINT (mathématique, informatique, sciences naturelles, technique) devraient ainsi être systématiquement encouragées au niveau des écoles primaires et secondaires. Il faut également consolider la formation professionnelle, en incitant les entreprises à améliorer le nombre et la qualité

des places d'apprentissage dans les TIC. Il conviendrait en outre d'accélérer le décloisonnement du système de formation dual.

Plusieurs propositions de l'Agenda numérique ont d'ores et déjà trouvé un écho. Ainsi, pour la première fois, la Confédération a inclus des objectifs TIC dans son dernier programme de législature. L'économie n'est également pas restée les bras croisés. Elle contribue activement à la dynamique du monde digital. C'est ainsi qu'une mise à jour de l'Agenda numérique est en cours. Le rapport, élaboré par *economiesuisse* et *ICTSwitzerland* en collaboration avec l'ensemble de la branche, intégrera les développements les plus récents et identifiera les défis à venir dans le domaine numérique. Il devrait paraître en juin prochain.